



HIGHLIGHTS

Economic Commission for Africa, SRO-CA

Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale

new.uneca.org/sro-ca

No 128, 19 Mar 2013

un hebdomadaire

Source : Rapport Economique sur l'Afrique 2011, par la CEA et l'UA
(disponible en hard-copy à la CEA/BSR-AC)

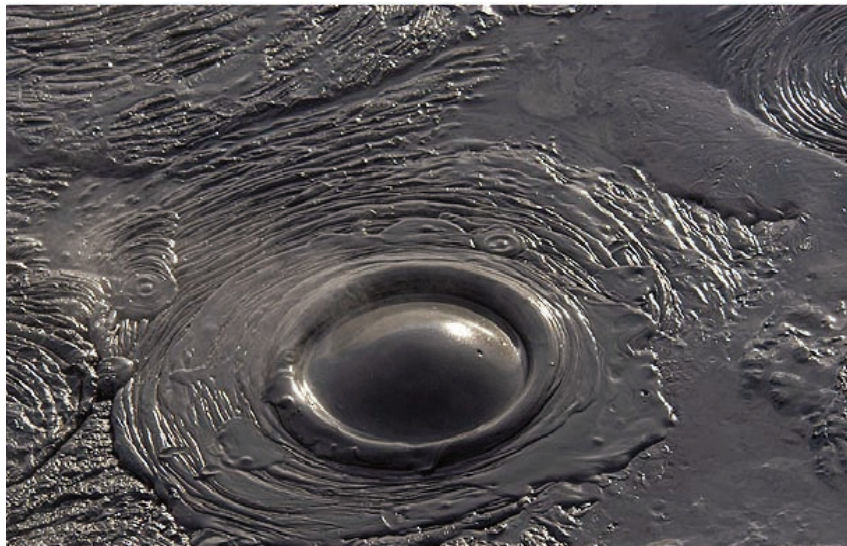
ENJEUX ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE CENTRALE STAKES AND CHALLENGES OF A GREEN ECONOMY IN CENTRAL AFRICA

4ème partie : Se lancer dans l'industrialisation verte en exploitant le potentiel d'énergie propre

L'accès illimité à l'énergie ou « pauvreté énergétique » est l'un des plus grands défis à relever pour réaliser les OMD en Afrique. Les entreprises africaines perdent 5 % de leurs ventes en raison de fréquentes pénuries d'électricité, ce chiffre passant à 20 % pour les entreprises du secteur informel, qui n'ont pas les moyens d'acquérir un groupe électrogène. Les coûts économiques globaux des pénuries d'électricité se chiffrent entre 1 et 2 % du PIB (Foster et Briceno-Garmendia, 2010). Or l'Afrique a le potentiel technique le plus élevé du monde de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, grâce à ses énormes ressources solaires, éoliennes et de

biomasse (figure 3.8). La réalisation d'un tel potentiel permettrait d'accélérer la croissance économique, de créer un très grand nombre d'emplois et d'obtenir des gains sur le plan de l'environnement.

Afin d'encourager un investissement privé important et soutenu dans les ressources en énergie renouvelable de l'Afrique, il est nécessaire de combiner des mesures d'attraction et de répulsion de la demande dans le domaine de la R-D. Des exemples tirés d'études réalisées par le Réseau mondial sur l'énergie au service du développement durable (GNESD) montrent qu'il est souhaitable pour le gouvernement



L'Afrique a le potentiel technique le plus élevé du monde de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, grâce à ses énormes ressources solaires, éoliennes et de biomasse.

d'établir des agences spécialisées et habilitées, chargées de promouvoir, de lancer et de financer des projets et programmes dans le domaine des énergies renouvelables (GNESD, 2006).

Par exemple, des gouvernements dans le monde ont adopté des règlements concernant les prix de l'énergie renouvelable, notamment des tarifs de rachat pour l'énergie renouvelable (FIT). Du fait qu'ils garantissent l'achat de l'électricité provenant de sources d'énergie renouvelable à un prix prédéterminé suffisamment attractif, les tarifs de rachat sont considérés comme un

instrument d'intervention efficace pour stimuler l'investissement dans la production d'électricité à partir de l'énergie renouvelable. Des tarifs de rachat ont été appliqués avec succès à Maurice et au Kenya et ont suscité un intérêt pour la mise en valeur de l'énergie renouvelable en Afrique du Sud, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie (AFREPREN/FWD, 2009).

L'Association pour l'énergie géothermique a noté que onze pays africains s'employaient à produire l'électricité géothermique (SEFI, 2010), ce qui souligne à quel point il importe de renforcer la capacité des institutions et des populations de mobiliser plus énergiquement un financement plus important.

Part 4 : Embarking on green industrialization by harnessing Africa's clean energy potential

Limited access to energy or "energy poverty" is one of the greatest challenges to achieving the MDGs in Africa. African firms lose an estimated 5 per cent of their sales due to power outages, a figure that rises to 20 per cent for informal firms unable to afford backup generation. The aggregate economic costs of power shortages are 1–2 per cent of GDP (Foster and Briceño-Garmendia, 2010). Yet Africa has the world's largest technical potential for renewable energy power generation, through its vast solar, biomass and wind resources (figure 3.8). Realizing this potential would drive economic growth, with significant job creation and environmental gains.

To encourage large and sustained private investment in Africa's renewable energy resources, a combination of R&D-push and demand-pull measures are needed. Examples from studies conducted by the Global Network on Energy for Sustainable Development (GNESD) show that it is desirable for governments to establish dedicated and authorized agencies responsible for promoting, initiating and financing renewable energy

projects and programmes (GNESD 2006).

For example, governments around the world have adopted regulations on prices of renewable energy, including renewable energy feed-in tariffs. By guaranteeing the purchase of electricity from renewable energy sources at a predetermined price that is sufficiently attractive to stimulate new investment, feed-in tariffs are an effective policy instrument to stimulate investment in renewable energy generation. Feed-in tariffs have been implemented with impressive results in Kenya and Mauritius, and have stimulated interest in renewable energy development in South Africa, the United Republic of Tanzania and Uganda (AFREPREN/FWD, 2009).

The Geothermal Energy Association noted in 2010 that 11 African countries were working to produce geothermal power (REN21, 2010). In relative terms, however, investments in clean energy remain negligible in Africa (SEFI, 2010), pointing to the need to enhance the capacity of institutions and people and to significantly leverage increased financing.